

# Quelle place pour l'État à l'âge du capitalisme de surveillance ?<sup>1</sup>

Nicolas Bocquet, Corentin Debailleul

Dans *Revue française de science politique* 2023/1 (Vol. 73), pages 119 à 121.

Depuis 1989 et la création du World Wide Web, le rapport des individus à leurs données personnelles a été profondément bouleversé. En se transformant en « monnaie d'échange » contre des services, ces données sont devenues le moteur de l'économie numérique mondiale, au point de consacrer une poignée d'entreprises technologiques au rang d'empires de la surveillance estimés à plusieurs milliards de dollars, les fameux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft). C'est cette reconfiguration du capitalisme à l'ère numérique que retrace Shoshana Zuboff.

En préambule de l'ouvrage, l'autrice fournit une première définition du « capitalisme de surveillance » : « un nouvel ordre économique qui revendique l'expérience humaine comme matière première gratuite à des fins de pratiques commerciales dissimulées d'extraction, de prédiction et de vente » (p. 9). Dans ses développements, Zuboff emploie une terminologie renvoyant à une critique des excès du capitalisme. Il y est question de sa « mutation dévoyée », de « logique économique parasite » ou encore de « pratiques commerciales dissimulées » (p. 9). Si elle s'en prend d'emblée aux excès de ce « capitalisme voyou » (p. 37) à l'ère numérique, S. Zuboff se limite à cette critique d'ordre moral ; elle traite peu des lois et dynamiques du capitalisme, ce que lui reproche en particulier Evgeny Morozov.<sup>2</sup> S. Zuboff esquive ainsi le débat sur la création de valeur basée sur les données à l'ère numérique.<sup>3</sup>

L'approche de Zuboff, superficielle pour ce qui est de l'analyse du capitalisme, montre également ses limites sur le terrain de la surveillance. En ne définissant pas ce qu'est la surveillance, et en faisant abstraction des travaux foucauldien et deleuzien la concernant, Zuboff s'épargne certes une discussion philosophique jargonneuse, mais se coupe d'un pan central de la littérature sur cette thématique. C'est d'autant plus

---

1 À propos de l'ouvrage de Shoshana Zuboff, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, trad. de l'anglais par Bee Formentelli et Anne-Sylvie Homassel, Paris, Zulma, 2019, 856 p.

2 Evgeny Morozov, « Capitalism's New Clothes », *The Baffler*, 4 février 2019.

3 Jathan Sadowski, « When Data is Capital: Datafication, Accumulation and Extraction », *Big Data & Society*, 2019, 6 (1), p. 1-12 ; Kean Birch, Fabian Muniesa, *Assetization: Turning Things into Assets in Technoscientific Capitalism*, Cambridge, The MIT Press, 2020 ; Markus Kienscherf, « Surveillance Capital and Post-Fordist Accumulation: Towards a Critical Political Economy of Surveillance-for-Profit », *Surveillance & Society*, 20 (1), 2022, p. 18-29 ; Jonathan Durand Folco, Jonathan Martineau, *Le capital algorithmique : Accumulation, pouvoir et résistance à l'ère de l'intelligence artificielle*, Montréal, Écosociété, 2023.

surprenant qu'il existe aujourd'hui un riche champ d'études en la matière. Selon nous, cet intérêt théorique superficiel quant aux deux composantes principales du titre de son ouvrage conduit l'autrice à minimiser le rôle de l'État dans cette reconfiguration capitaliste. C'est la thèse que nous défendrons dans les lignes suivantes, après avoir présenté le livre dans ses grandes lignes.

## ***Aux origines du capitalisme de surveillance***

La grande force de cet ouvrage est qu'il conceptualise la dépossession ayant conduit à notre situation de dépendance à l'égard des géants du web aujourd'hui. En plus de mettre en lumière les mécanismes complexes et souvent dissimulés du capitalisme de surveillance sous une forme littéraire relativement digeste malgré la technicité des opérations décrites, l'autrice dépasse également les critiques consensuelles visant à réaffirmer le droit à la vie privée ou à s'attaquer aux GAFAM sous le seul prisme de la lutte contre les monopoles. Elle démontre en effet pourquoi il s'agit en réalité d'une question sociale et démocratique plus large relative à l'autodétermination individuelle et collective, à la division du savoir et donc du pouvoir.

S. Zuboff retrace précisément comment Google a mis au point et développé les mécanismes à l'origine du capitalisme de surveillance à partir de l'an 2000, suite à l'explosion de la bulle internet ayant contraint la jeune entreprise à rentabiliser rapidement son moteur de recherche pour rassurer ses investisseurs. Si jusqu'ici les données comportementales récoltées à travers ce service étaient utilisées uniquement dans le but d'améliorer le service pour les utilisateur·ice·s, elles devinrent aussi progressivement matières premières destinées à anticiper leurs agissements, dans le but de revendre ces prédictions à des entreprises tierces sur les « marchés des comportements futurs ». Ce furent alors les débuts du microciblage publicitaire – visant à individualiser les annonces – et le coup d'envoi de la course à l'accumulation des données personnelles à travers le développement progressif d'une infrastructure de surveillance mondiale.

Précurseur de l'économie de la surveillance, Google fut rapidement imité par d'autres, à commencer par Facebook, dès 2007. À mesure que les revenus issus de l'exploitation des données personnelles augmentèrent, la concurrence sur les marchés des comportements futurs s'intensifia, poussant ainsi les capitalistes de surveillance à multiplier les sources de prédiction du comportement humain (voix, personnalité, émotions, etc.) en perfectionnant l'infrastructure de surveillance (réseaux sociaux, smartphones, réalité virtuelle, internet des objets, métavers, etc.). Les capitalistes de surveillance ne se limitèrent cependant pas à la prédiction. Via des expériences sociales à grande échelle, ils découvrirent que les données

comportementales les plus prédictives étaient obtenues en intervenant directement pour inciter et influencer, ajuster et aiguillonner le comportement vers les résultats désirés. Autrement dit, en *façonnant* le futur pour pouvoir mieux le prédire et ainsi obtenir les prédictions les plus valorisables sur les marchés.

Si l'éclatement de la bulle Internet a conduit Google à élaborer les mécanismes du capitalisme de surveillance, le 11 Septembre a inauguré dans le même temps une ère d'exceptionnalisme sécuritaire qui a permis leur rapide développement et leur progressive normalisation. En échange d'accès privilégiés à cette infrastructure de surveillance florissante (voir les révélations d'Edward Snowden), les démocraties libérales ont ainsi laissé le développement de l'architecture numérique mondiale à une poignée d'entreprises privées peu soucieuses des droits et libertés fondamentales. Une dynamique facilitée par le manque de transparence résultant de l'utilisation de processus automatisés de plus en plus complexes, ainsi que par le sentiment d'inévitabilité suscité par la « marche du Progrès ».

## ***Division du savoir et du pouvoir***

Reprenant l'analyse durkheimienne, S. Zuboff estime que la division du savoir emprunte la même trajectoire que la division du travail à la fin du XIXe ; à savoir celle d'avoir débordé le champ économique pour progressivement coloniser tout le champ social, au point de constituer désormais « la base de notre ordre social et de son contenu moral » (p. 255).

L'autrice articule sa réflexion relative à la division du savoir autour de trois questions essentielles : *Qui sait ?*, *Qui décide ?* et enfin, *Qui décide qui décide ?* La première question renvoie à « la répartition du savoir et à l'éventuelle inclusion ou exclusion de l'occasion d'apprendre » (p. 249). Pour S. Zuboff, ce sont les « capitalistes de surveillance », ces entreprises qui « savent », grâce à toutes les informations collectées au travers de l'infrastructure de surveillance mondiale sans cesse perfectionnée. Ce savoir confidentiel n'est accessible qu'aux entreprises tierces à même de payer pour intégrer les marchés des comportements futurs. Il n'est en effet pas destiné aux individus qui constituent pourtant la matière première nécessaire à son accumulation. Ces derniers sont mêmes volontairement exclus de ce savoir, car sa production repose directement sur la capacité des capitalistes de surveillance à masquer cette dépossession pour éviter toute contestation.

La seconde question concerne la base légitime de l'autorité dans la division du savoir : quelles personnes, quelles institutions ou quels processus déterminent « ceux qui sont inclus dans l'apprentissage, ce qu'ils sont capables d'apprendre et de quelle

manière ils peuvent agir sur leur savoir » (p. 249). Pour l'autrice, c'est la forme du marché qui *décide*. Cette dernière a conduit les capitalistes de surveillance à multiplier les incursions dans le monde numérique, puis le monde réel, afin de maximiser la captation du surplus comportemental visant à affiner sans cesse leurs capacités prédictives, dans le cadre d'une lutte féroce pour les revenus de surveillance. Selon S. Zuboff, ceci fut rendu possible par le renoncement de l'État à instaurer un contrôle sur ce processus d'accumulation, notamment pour des raisons sécuritaires.

Enfin, la troisième et dernière question concerne « la source du pouvoir qui sous-tend l'autorisation de partager le savoir ou de le refuser » (p. 249). Pour l'autrice, c'est la lutte concurrentielle entre les capitalistes de surveillance – qui cherchent à maximiser leur pouvoir asymétrique – qui *décide qui décide*. Les rares tentatives de régulation étatique ont jusqu'ici largement échoué à limiter leurs pratiques concurrentielles visant à capter une part toujours plus importante de l'expérience humaine. Tandis que le pouvoir provenait jadis de la possession des moyens de production, il découle désormais, selon S. Zuboff, des moyens de modification des comportements. C'est ce qu'elle nomme l'essor du pouvoir « *instrumentarien* », défini à la fois comme le développement de tout un appareillage de contrôle (qu'elle appelle aussi « *Big Other* ») et comme la montée en puissance d'une logique d'instrumentalisation généralisée, qui viserait à organiser, aiguillonner et ajuster la société de manière à abolir toute forme d'incertitude et ainsi établir une forme de contrôle totalitaire. Via une description relevant parfois de l'enquête, parfois du roman d'anticipation, l'autrice esquisse ce mode de pouvoir et met son lectorat en garde contre un futur dystopique imminent.

C'est ici qu'une discussion avec les œuvres de Michel Foucault et Gilles Deleuze aurait pu être particulièrement à propos : on s'étonne en effet de ne pas voir dialoguer S. Zuboff avec les réflexions de Foucault sur le néolibéralisme, la tension entre liberté et contrôle ou ce qu'il nomme la « conduite des conduites ». <sup>4</sup> Il aurait aussi été salutaire de clarifier dans quelle mesure l'évolution décrite par S. Zuboff n'est pas une réécriture du passage des sociétés disciplinaires aux sociétés de contrôle. <sup>5</sup>

## ***État, démocratie et résistance***

Tandis que la question de l'État était au cœur de la première formulation de la notion de « capitalisme de surveillance » dans la *Monthly Review*, S. Zuboff omet cette

---

4 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 2004.

5 Gilles Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », *Pourparlers*, 1990.

référence<sup>6</sup> et n'évoque l'État que dans le cadre de la « guerre contre la terreur » consécutive au 11 Septembre. Elle développe en effet très peu son rôle dans la reconfiguration du capitalisme à l'ère numérique qu'elle tente de retracer.

L'absence d'une réflexion plus sophistiquée concernant l'État est particulièrement criante dans sa considération relative à la division du savoir. En affirmant que ce sont les entreprises capitalistes de surveillance qui *savent*, la forme du marché qui *décide* et la lutte concurrentielle entre les capitalistes de surveillance qui *décide qui décide*, l'auteur évacue la question de l'État. Elle constate simplement que ce dernier a renoncé à investir démocratiquement le problème de la division du savoir à l'ère numérique, laissant ainsi les capitalistes de surveillance faire tout ce qu'ils désirent. Pourtant, l'État ne nous paraît ni absent ni désintéressé dans ce processus.

Bien qu'il ne maîtrise pas aussi bien l'infrastructure de surveillance que les GAFAM eux-mêmes, l'État *sait* déjà beaucoup et aspire également à en *savoir* toujours davantage. Dans son ouvrage sur le capitalisme de surveillance, l'historien Christophe Masutti inscrit celui-ci dans le temps long du développement, ancré dans les pratiques étatiques, de la statistique puis de l'informatique.<sup>7</sup> Au niveau sécuritaire, les révélations concernant des pratiques de surveillance de masse – voir par exemple les révélations récentes concernant l'utilisation du logiciel Pegasus pour espionner journalistes, militant·es, opposant·es, avocat·es, etc. – nous rappellent que l'État affine lui aussi sans cesse ses capacités d'interception des données, et que ces dernières reposent sur la collaboration directe des capitalistes de surveillance ou sur sa propre capacité à infiltrer les infrastructures technologiques. S. Zuboff fait ainsi fi de ces pratiques, tandis que ce sont les agences de renseignement de son propre pays qui mènent le bal de cette surveillance planétaire.

Considérer que l'État se limite seulement à ne pas (ou très peu) réguler le marché pour que les capitalistes de surveillance puissent se mener une lutte sans merci pour le surplus comportemental nous paraît également réducteur. Bien que ces derniers utilisent habilement les vides juridiques pour maximiser leurs profits – ce que S. Zuboff démontre – l'État ne se limite pas, selon nous, au simple rôle de spectateur tentant ponctuellement de combler l'écart persistant entre droit et développement technologique.

D'une part, nombre de ces entreprises technologiques qui sont devenues des empires de la surveillance ont initialement bénéficié de programmes publics de recherche et développement, généralement issus du complexe militaro-industriel ou des services

---

6 John Bellamy Foster, Robert W. McChesney, « Surveillance Capitalism: Monopoly-Finance Capital, the Military-Industrial Complex, and the Digital Age », *Monthly Review*, 66 (3), 2014.

7 Christophe Masutti, *Affaires privées. Aux sources du capitalisme de surveillance*, Caen, C&F Éditions, 2020.

de renseignement, la CIA en tête (exemples de l'algorithme du moteur de recherche de Google, de Keyhole devenu ensuite Google Earth, de l'assistant numérique d'Apple, et même de la création de la souris et des interfaces graphiques). D'autre part, l'État n'est pas un bloc monolithique ; traversé par de nombreuses tensions concernant la régulation des acteurs numériques, certaines de ses récentes décisions ne leur ont pas été uniquement favorables. L'adoption du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) en 2016 – dont le contenu a été influencé par les révélations Snowden – les avait par exemple contrariés.<sup>8</sup> En témoigne aussi l'armée de lobbyistes financée par les GAFAM, de Bruxelles à Washington, pour s'assurer d'un cadre réglementaire favorable à leurs intérêts.

Plus globalement, la convergence grandissante entre certains géants du web et l'État lorgnant sur leurs capacités prédictives à des fins sécuritaires et de gouvernance démontre également l'interdépendance existante entre État et GAFAM. Par exemple, ces derniers ont partagé un grand nombre de données avec les États pendant la pandémie du coronavirus, afin d'objectiver l'évolution de certains indicateurs et d'aider les gouvernant·e-s à gérer la crise, profitant de l'occasion pour faire oublier leurs récents déboires (affaire Facebook-Cambridge Analytica notamment). Si les GAFAM savent se rendre toujours plus incontournables aux yeux du secteur public, nous pensons qu'il existe tout de même une dépendance inverse plus importante que ce qu'affirme S. Zuboff. L'État a besoin des GAFAM, mais l'inverse est aussi vrai, ce qui explique certains mécanismes croisés de pantouflage entre élite politique et dirigeants des GAFAM. Le CEO de Google, Eric Schmidt, historiquement proche de Barack Obama, a par exemple rejoint la *task force* « coronavirus » de la maison blanche en pleine pandémie et se consacre depuis à maintenir de bonnes relations entre la *Silicon Valley* et Washington.

Cette interdépendance croissante peut également être appréhendée au travers d'une critique plus frontale du capitalisme que S. Zuboff n'assume pas. Au cœur du capitalisme se trouve la notion de propriété privée, dont le maintien repose sur (la menace de) la violence d'État. Tandis que la propriété privée prive les non-propriétaires de l'usage des choses matérielles, il est bien plus complexe d'entraver la diffusion des biens immatériels (une musique, un film, un logiciel peuvent facilement être répliqués à l'infini). C'est pourquoi le modèle économique de Microsoft a, par exemple, longtemps reposé sur la mise en place et le contrôle de licences restrictives pour assurer sa propriété intellectuelle. Plus récemment, on a vu les GAFAM se mener une guerre autour des brevets liés aux nouvelles technologies de télécommunication,

---

8 Agustín Rossi, « How the Snowden Revelations Saved the EU General Data Protection Regulation », *The International Spectator*, 53 (4), 2018, p. 95-111.

chacun cherchant à maximiser à terme son contrôle sur l'infrastructure.<sup>9</sup> Dans cette optique, il est évident que les géants du numérique sont dépendants de l'État pour défendre leur propriété intellectuelle et ainsi sécuriser leurs marchés.

Si certains des éléments relatifs au rôle de l'État sont présents en filigrane dans l'ouvrage, le fait que ces réflexions soient absentes de la conclusion nous interpelle. En esquissant un pouvoir liberticide monopolisé par les GAFAM et en tablant sur un mouvement d'indignation populaire souhaitant redonner le pouvoir à la « force publique » en guise de stratégie de résistance, S. Zuboff ne minimiserait-elle pas volontairement le rôle de l'État dans cette reconfiguration capitaliste ? En pointant l'incompatibilité radicale du capitalisme de surveillance avec l'idée même de démocratie, tout en n'incriminant pas trop lourdement l'État, l'autrice conclut en effet sur la nécessité de s'appuyer sur ce dernier pour organiser collectivement la résistance.

---

9 Christopher Mouré, « Soft-wars: A Capital-as-Power Analysis of Google's Differential Power Trajectory », *Review of Capital as Power*, 2 (1), 2021, p. 71-90.